

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Ouest (hors Nigéria-Ghana)

N°527 – 1^{er} mars 2024

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL D'ABIDJAN

Régional

Levée des sanctions de la CEDEAO contre le Niger et la Guinée

Le 24 février 2024, la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest (CEDEAO) [a décidé](#) de la levée, avec effet immédiat, des sanctions imposées au Niger, à la suite du coup d'Etat survenu le 26 juillet 2023. Pour rappel, ces sanctions concernaient entre autres : (i) la fermeture des frontières terrestres et aériennes entre les pays de la CEDEAO et le Niger ; (ii) la suspension de toutes les transactions commerciales et financières entre les États membres de la CEDEAO et le Niger ; (iii) le gel des avoirs de l'État nigérien, ainsi que des entreprises publiques et parapubliques du pays auprès des banques commerciales. Ainsi, suite à cette décision, le gouvernement béninois a ordonné l'ouverture des frontières entre le Bénin et le Niger. Cependant, [côté Niger, la frontière semblait toujours fermée](#) cette semaine. Le pont qui sépare les deux pays restait infranchissable, ne permettant pas une reprise des flux commerciaux à ce stade. Pour rappel, avant l'imposition des sanctions, environ 70% des importations du Niger passaient par le port de Cotonou et empruntaient ce corridor terrestre.

Le chiffre à retenir

40%

Des exportations togolaises ont été à destination de la CEDEAO au quatrième trimestre 2023

Evolution favorable de l'activité dans l'UEMOA en janvier 2024

Selon le [bulletin mensuel des statistiques](#) de la BCEAO, les principaux indicateurs d'activité sont ressortis en hausse en janvier 2024. La production industrielle a augmenté de 2,5% en glissement annuel (g.a.) et les indices du chiffre d'affaires dans le commerce et les services marchands ont augmenté respectivement de 2% et 6,1% en g.a. en janvier. En outre, l'indicateur du climat des affaires dans l'UEMOA, traduisant les opinions des chefs d'entreprise sur la conjoncture, a légèrement augmenté en moyenne, soit 0,1 point en g.a., reflétant principalement l'amélioration des scores du Sénégal (+1,8), du Niger (+1) et du Burkina Faso (+0,5), atténuées par les diminutions de ceux du Bénin (-3), du Mali (-0,8). Enfin, le taux d'inflation marque à nouveau une légère hausse, passant de 2,5% en g.a. en décembre 2023 à 2,7% en janvier 2024. Ce niveau d'inflation est principalement le fait de l'évolution des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (contribution de +1,4 point de pourcentage), reflétant la remontée des prix des céréales.



Des équipements "Made in West Africa" dans les programmes de la FIFA

En marge de la 13^{ème} Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), la Directrice générale de l'organisation et le Président de la FIFA [ont dévoilé](#) le "Partenariat pour le Coton", une nouvelle marque visant à renforcer le partenariat OMC-FIFA sur le coton et à aider les pays africains, en particulier les pays du C4 (Bénin, Burkina Faso, Tchad et Mali) ainsi que la Côte d'Ivoire à participer aux chaînes de valeur mondiales du coton. La FIFA s'est ainsi engagée à utiliser des produits du coton issus de ces pays dans ses programmes. A titre d'exemple, le projet éducatif Football for Schools constituera l'un des débouchés pour les équipements sportifs qui seront commandés aux pays du C4+. Ce partenariat, soutenu par d'autres organisations (Afreximbank, Société financière internationale...) devrait soutenir les investissements dans la filière coton de ces pays. Pour rappel, l'OMC et la FIFA ont signé un protocole d'accord en septembre 2022 portant sur une réflexion sur les moyens de faire du football un outil au service de l'inclusion économique et du développement des pays.

Bénin

L'inflation se situe à -1,2% en g.a. en janvier 2024

Selon l'Institut national de la statistique et de la démographie (Instad), le taux d'inflation s'est [établi](#) à -1,2% en glissement annuel (g.a.) en janvier 2024, contre +0,4% le mois précédent. Ce niveau d'inflation reflète principalement le repli des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (-5,5% en g.a.), des boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants (-1% en g.a). Toutefois, plusieurs autres catégories de biens et services ont enregistré une hausse des prix, parmi lesquels le transport (+5% en g.a), les loisirs et la cultures (+1,9% en g.a) et "Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles" (+1,2% en g.a).

Burkina Faso

Tenue d'une commission mixte avec la Libye sur fond de dénonciation de la convention portant création de la BCB

La 5^{ème} Commission mixte de coopération Burkina Faso – Libye [s'est ouverte](#) le 22 février 2024. Le point principal des concertations entre les 2 parties a porté sur les modalités de mise en œuvre de la décision de dénonciation par le gouvernement burkinabè de la convention portant création de la Banque commerciale du Burkina (BCB). Selon les autorités burkinabè, après 36 années de fonctionnement, la BCB est toujours confrontée à des difficultés majeures qui ne lui permettent pas d'atteindre convenablement ses objectifs et de se conformer aux exigences de la réglementation en vigueur au plan national et sous-régional. Depuis son ouverture, l'Etat burkinabè a entre autres soutenu 7 opérations de recapitalisation, pour un montant de 50 Mds FCFA (76,2 M EUR). L'Etat burkinabè qui détient 50% des actions, au même titre que la partie libyenne représentée par la Libyan Foreign Bank, a décidé le 12 décembre 2023, de dénoncer la convention.

Cap-Vert

Renforcement des liaisons aériennes inter-îles

Le gouvernement a donné son accord à la proposition de la compagnie aérienne nationale Cape Verde Air Transport (TACV) visant à [renforcer l'offre de vols inter-îles](#) et faciliter la connectivité. Les vols inter-îles étaient jusqu'à présent opérés uniquement par la compagnie *BestFly*. Les vols intérieurs de TACV, qui ont débuté le 27 février, seront opérés par des ATR loués à Air Sénégal. Le ministre du Tourisme a indiqué être déterminé à développer l'activité touristique sur toutes les îles, à promouvoir la diversification du secteur et à devenir une destination plus résiliente. Selon le Premier



ministre, la reprise des vols par TACV est une première étape d'une vision à long terme qui implique [la création d'une nouvelle entreprise publique](#), indépendante de TACV, dédiée exclusivement au transport aérien inter-îles.

Côte d'Ivoire

Plus de 25 000 entreprises créées en 2023

La [conférence](#) de bilan des activités 2023 du Centre de Promotion des Investissements en Côte d'Ivoire (CEPICI) s'est tenue le 22 février. Son action qui s'inscrit dans le Plan National de Développement (PND) 2021-2025, entend favoriser le développement du secteur privé et l'investissement. Le bilan 2023 met en avant i) la mobilisation de 1000 Mds FCFA (1,5 Mds EUR) d'investissements privés agréés en 2023 par le CEPICI, contre 714 Mds FCFA (1,08 Mds EUR) mobilisés en 2022, ii) la création de plus de 25 000 entreprises au cours de l'exercice 2023 et iii) les perspectives du CEPICI pour l'année à venir. Un agenda des réformes prioritaires 2024-2026 pour l'amélioration du climat des affaires sera élaboré prochainement. Au titre de l'amélioration des performances du guichet unique des formalités d'entreprises, le CEPICI entend notamment dématérialiser le processus de création d'entreprise en ligne.

Délégation ivoirienne au Salon International de l'Agriculture à Paris

Le 26 février, en [marge](#) du Salon International de l'Agriculture qui se tient actuellement à Paris, le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et des Productions vivrières ivoirien a présenté les opportunités du secteur vivrier à des députés français et au siège du Mouvement des entreprises de France (MEDEF). Les échanges ont essentiellement porté sur la coopération bilatérale dans le domaine agricole et la mobilisation des investisseurs français dans le cadre de la politique de souveraineté

alimentaire menée par le gouvernement ivoirien.

50 M EUR pour améliorer l'accès à l'électricité dans l'Est du pays

Le 28 février, le conseil des ministres a [approuvé](#) un contrat de prêt et d'exécution d'une valeur de 50 M EUR (soit 33 Mds de FCFA) en vue de financer des projets d'énergie durable dans la région d'Iffou à l'Est du pays. Le financement permettra notamment la construction d'une centrale solaire avec batterie de stockage à Sérébou, ainsi que le renforcement des équipements de conduite et de télécommunication dans les postes sources de la région. Ces projets s'inscrivent dans les ambitions du pays d'augmenter sa production d'électricité tout en diversifiant son mix énergétique. Ils répondent également aux objectifs de la Contribution Déterminée au niveau National (CDN) de la Côte d'Ivoire et à engager davantage sa transition bas-carbone. Pour rappel, le pays ambitionne d'accroître sa puissance énergétique installée de 2 229 MW en 2020 à 4 500 MW en 2030 avec une capacité installée renouvelable de 45% dès 2030.

Guinée

7 Mds USD d'intention de financements annoncé en faveur du PRI 2022-2025

Au terme de la Table ronde des bailleurs en faveur du financement du Programme de référence intérimaire (PRI) 2022-2025 de la Guinée qui [s'est tenu](#) du 15 au 16 février 2024 à Dubaï, le gouvernement a enregistré des annonces de contribution d'un montant total de 7 Mds USD. En outre, en marge de l'événement, s'est tenue une cérémonie de signature 4 conventions de financement totalisant plus de 225 M USD entre le gouvernement guinéen et plusieurs bailleurs, à savoir la Banque Islamique de Développement, la Banque Mondiale, la Banque Africaine de Développement. De plus, une lettre



d'engagement 650 M EUR a été signée entre la Guinée et la Deutsche Bank. Pour rappel, le coût global du PRI, qui est déjà en cours de mise en œuvre, est d'environ 12,3 Mds USD.

Guinée-Bissau

L'Inde accorde une dérogation pour l'envoi de riz vers le pays

Le gouvernement indien [a approuvé](#) l'envoi de 130 000 tonnes de riz à destination de trois pays, dont la Guinée-Bissau. Cette décision intervient alors que des mesures de suspension des exportations de riz sont en vigueur (depuis septembre 2022 pour les brisures de riz et juillet 2023 pour le riz blanc non-basmati). A noter que l'Inde avait auparavant déjà approuvé l'exportation de quantités limitées de riz vers une douzaine de pays asiatiques et africains dans le cadre d'efforts humanitaires.

Mauritanie

Signature de deux conventions de financement de l'AFD pour un montant de 40 M EUR

La Mauritanie et l'Agence française de développement ont signé le 21 février [deux conventions de financement d'un montant total de 40 M EUR](#) (dont 35 M de prêts et 5 M EUR de participations de l'Etat mauritanien) destinées à la réalisation du Projet Intégré de Mobilisation des Eaux de surface (PIME). Ce projet mené par le ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement participera, d'une part, à la réhabilitation et la valorisation agropastorale de 36 barrages pour une surface d'exploitation de 2 500 hectares au bénéfice de 18 000 ménages et, d'autre part, au renforcement de la gouvernance du secteur de l'hydraulique en cohérence avec la Stratégie Nationale pour un accès durable à l'eau et l'assainissement à l'horizon 2030. La seconde partie du financement sera orientée vers

l'accompagnement des priorités et des réformes du secteur, dont la mise en place du Système National d'Information sur l'Eau et l'Assainissement (SNIEA), la définition d'une stratégie nationale de Gestion Intégrée de la Ressource en Eau (GIRE) et le renforcement de l'ensemble des structures du secteur.

18 M EUR de transferts monétaires pour les familles les plus pauvres à l'approche du Ramadan

La Délégation générale à la Solidarité nationale et à la Lutte contre l'exclusion, « Taazour », a lancé des [opérations de transferts monétaires pour les familles dans le besoin](#) sur l'ensemble du territoire, pour un montant de 792 M MRU (18 M EUR) à l'approche du Ramadan. Ces transferts monétaires se font dans le cadre du projet « Tekafoul » qui mène des actions transversales dans des zones vulnérables (constructions d'écoles, de réseaux d'eau et d'électricité...) et vise au déploiement du registre social duquel dépendent ces transferts. Ce sont au total 141 000 familles dans 8 119 localités qui y sont pour l'instant inscrites et qui bénéficient ainsi de ces transferts monétaires.



Sénégal

Le résultat net du groupe Sonatel en hausse de 19% en 2023

Le groupe de télécommunication sénégalais Sonatel (détenu à 42% par Orange) [a annoncé](#) avoir enregistré au terme de l'exercice 2023 un résultat net consolidé de 332 Mds FCFA (506 M EUR, en hausse de 19%) et un chiffre d'affaires (CA) consolidé en croissance de 11,4% à 1 621 Mds FCFA (2,5 Mds EUR). Cette performance est présentée comme le résultat des investissements réalisés par le groupe (représentant 15,6% de son CA) en vue de consolider sa position de leader sur le marché. En 2023, le nombre d'abonnés pour les services fixe, mobile et internet a cru de 6% pour atteindre 41 M tandis que le nombre d'abonnés inscrits à Orange Money a augmenté de 19,8% à 31,6 M (à nuancer toutefois puisqu'on en compte 11,7 M d'actifs). Présent dans cinq pays (Sénégal, Mali, Guinée, Guinée Bissau et Sierra Leone), la contribution du groupe à leurs économie est estimée à 26% du CA versés aux budgets des Etats, 32% reversés au secteur privé local et 32% aux partenaires distributeurs et prestataires de service locaux.

155 M EUR mobilisés en faveur des PME via le système de garanties du FONGIP depuis 2014

Via le mécanisme de garanties de portefeuille du Fonds de garantie des investissements prioritaires ([FONGIP](#)), 101,5 Mds FCFA (154,7 M EUR) de financements ont été mobilisés depuis 2014. D'après son administratrice générale, ces financements ont pu être levés grâce à l'octroi par le FONGIP de 35,7 Mds FCFA (54,4 M EUR) de garanties aux banques et 12,7 Mds FCFA (19,4 M EUR) de prêts de refinancement aux Systèmes financiers décentralisés (SFD). Cette annonce a été faite à l'occasion de la cérémonie de remise d'une enveloppe de financement de 50 M FCFA (76 000 EUR) à 20 groupements de femmes de la commune de Mont-Rolland (Thiès). Ces facilités,

destinées à l'appui à la promotion de l'entrepreneuriat et à l'accès aux crédits, s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre du programme « Emplois, transformation économique et relance – ETER » financé par la Banque mondiale.

Sierra Leone

Promesse de prêts de 10 M USD de la Chine

A l'occasion d'une [visite](#) du Président Bio en Chine, le Président Xi a promis une assistance économique et technique de 50 M CNY (6,9 M USD), une annulation de la dette de 20 M CNY (2,8 M USD) ainsi qu'une aide alimentaire de 1 500 tonnes. Le Président chinois a également assuré la Sierra Leone du soutien de la Chine à la position commune africaine sur la réforme du Conseil de sécurité. En [novembre dernier](#), la Chine avait également accordé à la Sierra Leone 13 M USD pour « soutenir le développement économique et social ». Pour rappel, selon le FMI, la Chine détenait 2,3% de la dette totale de la Sierra Leone en 2022, qui s'élevait à 96,2% du PIB, et est ainsi son premier créancier bilatéral. S'agissant des entreprises chinoises, elles auraient investi 6,4 Mds USD en Sierra Leone depuis 2010, selon l'American Enterprise Institute, principalement dans le secteur des métaux.



Togo

40% des exportations à destination de la CEDEAO au T4 2023

Selon le [bulletin](#) du commerce extérieur de l'Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques (Inseed), au 4^{ème} trimestre 2023, [les exportations du Togo vers les pays de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest \(CEDEAO\)](#) ont atteint 156 M EUR (102,6 Mds FCFA), soit 40 % des exportations trimestrielles, en légère baisse de 9,1 % en glissement annuel. Au sein de l'espace communautaire, le Burkina Faso et le Mali étaient les premiers clients du Togo, signe du dynamisme des activités de réexportation vers les pays de l'hinterland du port de Lomé. De plus, en dépit des tensions internes que connaît la CEDEAO, les exportations du Togo vers les pays de la communauté au 4^{ème} trimestre 2023 ont augmenté de 6,8 % par rapport au trimestre précédent. Aussi, le Togo s'est massivement approvisionné en dehors de l'espace sous-régional puisque que les marchandises en provenance de la CEDEAO n'ont représenté que 11,1 % de ses importations trimestrielles pour une valeur de 76 M EUR (49,6 Mds FCFA).

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional d'Abidjan

Rédaction : Service économique régional d'Abidjan, services économiques de Dakar, Lomé et Niamey, antennes de Conakry, Cotonou et Nouakchott

Abonnez-vous : abidjan@dgtresor.gouv.fr & suivez notre page [LinkedIn](#)